

Bis repetita. qui se passe en Afghanistan a de furieux airs de déjà-vu. Vingt-cinq ans après la prise de Kaboul, en septembre 1996, les talibans sont de nouveau aux portes de la capitale afghane. Alors que Biden a annoncé, le 8 juillet, que le dernier soldat américain aura quitté le pays le 31 août, la milice fondamentaliste gagne du terrain. Vendredi 9 juillet, les talibans contrôlaient le poste-frontière d'Islam Qala, le plus avec l'Iran. Ils déclarent par ailleurs dorénavant 85 % du territoire, ce qui représente 250 des 398 districts du pays. Et rien ne semble pouvoir les arrêter...

LA FAUTE ORIGINELLE

Comment pu en arriver là après 20 ans d'une particulièrement meurtrière ? Le conflit, qui a coûté plus de 2260 milliards de dollars (1860 milliards d'euros), a causé la mort de 2442 soldats américains et 1444 soldats des forces alliées. Plus de 47000 civils afghans ont été tués (dont un tiers par les bombardements de la coalition). Pour comprendre, il faut revenir sur la longue série d'erreurs des Américains dans la région. La première, originelle : avoir soutenu, formé et équipé un d'anciens élèves issus des *madrassa* (écoles coraniques) du Pakistan et d'Afghanistan, qui au début des années 1990. à Kandahar, la troisième ville du pays, nourrissent le projet d un État islamique. On les nommera plus tard les talibans.

L'Afghanistan est alors à feu et sang : après avoir chassé l'occupant soviétique. les groupes de moudjahidin se déchirent pour le pouvoir. Sans doute créé par le Pakistan voisin afin de mieux le pays, le mouvement taliban va vite intéresser Washington. À cette époque, les Américains convoitent les gisements de pétrole et surtout de gaz du Turkménistan, qu'ils veulent faire transiter. grâce à un gazoduc, jusqu'au port de Karachi, au Pakistan, en passant par le territoire afghan. Or, impossible de mener à bien ce chantier dans un pays en guerre. Washington va donc aider les talibans à prendre le pouvoir...

Mais, le 7 août 1998, les attentats organisés par al-Qaida dans les ambassades américaines de Nairobi, au Kenya, et de Dar es Salam, en Tanzanie, changent la donne. Car depuis 1996, le chef du groupe terroriste, le Saoudien Oussama Ben Laden, s'est réfugié en Afghanistan, où il a de nombreux frères d'armes depuis sa participation à la guerre contre l'occupant soviétique. Le regard sur les talibans commence alors à changer.

La rupture est consommée après le 11 septembre 2001. Washington lance alors l'opération militaire *Enduring Freedom* (Liberté immuable) avec l'appui de l'Alliance du Nord, un groupe de moudjahidin afghans, et d'autres pays occidentaux, dont la France. Une campagne éclair : les talibans sont vite chassés de Kaboul. Mais les ennuis ne font que commencer. Les Occidentaux, qui méconnaissent le terrain afghan, commettent alors une autre erreur fondamentale : ils assimilent talibans et Pachtouns, l'ethnie majoritaire, dont les talibans sont issus.

LEGOUPILLON. LE GLAIVE ET LE SCEPTRE

« *Horriifiée par l'obscurantisme des talibans, presque tous pachtouns, la communauté internationale a ostracisé de l'ethnie majoritaire, expliquait ainsi (...) en 2016, l'anthropologue Georges Lefevre, spécialiste de la zone. Le régime mis en place après la chute des talibans ne comptait que sept Pachtouns, à des postes relativement subalternes... Or. après sa déroute, le mouvement taliban se serait dissous si les chefs de tribus pachtounes avaient eu voix au chapitre. »*

Marginalisés, certains d'entre eux entrent en résistance. Le talibanisme devient alors pour eux le bras armé d'une reconquête. Absorbés par leur intervention en Irak, les Américains ne voient pas le danger arriver. Et en 2006 les talibans sont déjà de retour. S'ensuivent plusieurs erreurs stratégiques : confier la aux forces armées locales, à l'instar de ce qui s'est passé en Indochine ou au Vietnam. L'armée afghane souffre pourtant d'énormes carences malgré l'aide massive envoyée chaque année par Washington (4,5 milliards de dollars par an). À tel point que les pertes humaines sont énormes : 70 000 membres de l'armée et de la police afghanes ont péri depuis le début de la guerre. Surtout, les bombardements de la coalition font de nombreuses victimes afghanes, ce qui nourrit un fort ressentiment dans la population. En 2010-2011, l'arrivée de renforts importants

voulus par Barack Obama n'y change rien.

Mais alors que les Occidentaux accumulent les bévues, les talibans, eux, se comportent en véritables stratèges. Leur coup de maître a lieu en 2016. Lorsque leur chef de l'époque, Akhtar Mohammad Mansour, est tué par les Américains, les talibans répliquent en se dotant d'un pouvoir tripartite. Un théologien respecté, Haibatullah Akhundzada, prend leur tête, entouré par Sirajuddin Haqqani, issu d'une lignée de chefs militaires, et par le fils du mollah Omar, le leader historique qui les a portés à la tête du pays, Mohammad Yacoub. Faisant cela, ils réunissent le goupillon (le pouvoir religieux), le glaive (la force) et le sceptre (le pouvoir politique). Et confèrent au groupe une légitimité inédite.

BIDEN PIÉGÉ PAR TRUMP

Plus tard, en décembre 2018, Donald Trump leur offrira une occasion en or de rebattre les cartes. Lors d'une de ses saillies habituelles, le président américain affirme que cette guerre sans fin doit être terminée d'urgence et à tout prix. L'annonce, destinée au public américain, ne tombe pas dans l'oreille d'un sourd, Les talibans comprennent tout de suite que le rapport de est désormais clairement en leur faveur. Ils acceptent donc la d'un traité de paix avec le gouvernement afghan.

Mais ce qui devait être un premier pas vers la fin du conflit se transforme en une négociation de marchands de tapis. Les fondamentalistes inversent l'ordre des prérequis et soumettent au retrait préalable et rapide des troupes américaines. Résultat : le texte final ne les engage à presque rien, Ils doivent garantir la sécurité du départ des troupes, s'engager à rompre tout soutien à des groupes terroristes. Et mettre en place un qui se transforme vite en « *une semaine de réduction de la violence* »

Des milliers de prisonniers talibans sont alors libérés, comme Zia Ahmad et Abdul Nabi, les deux assassins de Bettina Goislard, l'humanitaire française tuée en 2003. Washington consent même à ce que raccord soit validé par le Conseil de sécurité des Nations unies (alinéa 1 de la 3e partie de l'accord de Doha du 29 février 2020). Et, le 10 mars 2020, une résolution dans ce sens y est votée à l'unanimité. Arrivé au Joe Biden va tenter de revenir sur le texte, mais c'est peine perdue : comment renégocier un accord que les États-Unis ont signé deux fois, d'abord en tant que partie prenante des négociations, puis en tant que membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU ?

Surtout, aujourd'hui, la situation sur le terrain ressemble beaucoup à ce qu'elle était dans les années 1990. Dans les villages qu'ils contrôlent, les talibans mettent en place des institutions, imposent la loi islamique et pratiquent une justice du quotidien plutôt efficace, ce qui rassure les habitants malmenés par des années de guerre, Mais si, comme (certains experts le prédisent, les talibans s'emparent rapidement des centres urbains, le choc sera bien plus violent pour les citoyens et surtout pour les femmes, qui ont conquis de nouveaux droits ces dernières années. Lors de sa dernière conférence de presse, Austin Scott Miller, le commandant des forces américaines, a ainsi prévenu qu'une guerre civile était désormais possible. Tout ça pour ça...